

Bulletin d'histoire politique

Fin de cycle, aux origines du malaise politique québécois, de Mathieu Bock-Côté (Boréal, 2012)

Guillaume Durou



Volume 21, numéro 1, automne 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011710ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011710ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Durou, G. (2012). Compte rendu de [*Fin de cycle, aux origines du malaise politique québécois*, de Mathieu Bock-Côté (Boréal, 2012)]. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 260–263. <https://doi.org/10.7202/1011710ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Deux lectures de *Fin de cycle, aux origines du malaise politique québécois*, de Mathieu Bock-Côté (Boréal, 2012)

1.

GUILLAUME DUROU

*Candidat au doctorat en sociologie
Université du Québec à Montréal*

L'heure est à l'urgence d'un « ressaisissement national ». Voilà le fil rouge du dernier essai de Mathieu Bock-Côté. Il y aurait, nous dit-il, une fin de cycle, une transition historique dans laquelle le modèle social tel qu'on le connaît aurait épuisé son sens. L'auteur fait donc le pari que le malaise du Québec actuel ne se résoudrait que dans un conservatisme dépouillé de l'assemblage monstrueux de la grande noirceur. Le thème était prévisible. L'effort par ailleurs ne vient pas seul. Il participe à un mouvement initié par une nouvelle garnison d'intellectuels conservateurs dont les réflexions sur la culture stimulent un débat qui s'annonce long. En dépit des propos parfois lapidaires et des zones clair-obscur de l'argumentation, on sera obligé de consommer cet ouvrage jusqu'au bout puisqu'il se révèle le témoignage incontournable d'un des chantres du nationalisme conservateur remettant en cause la résolution des tensions identitaires, ethnoculturelles et nationales dans la société québécoise. Divisé en quatre chapitres en plus de l'introduction et de l'épilogue, cet essai réclame une refondation du projet politique souverainiste en intimant la société de se réapproprier les éléments fondateurs de la « condition québécoise » de manière à retrouver la « continuité historique » de la nation. D'abord, commençons par résumer les grandes intentions de l'ouvrage pour ensuite identifier ses limites.

Bock-Côté se propose de faire la généalogie d'un malaise politique québécois dont les manifestations se laissent aisément deviner. La crise

des accommodements raisonnables et de l'interculturalisme, la désuétude du « modèle québécois » et l'affaissement du projet souverainiste désigneraient cette dérive. La question nationale quant à elle ne serait plus aujourd'hui le terrain de la polarisation traditionnelle entre les forces fédéralistes et souverainistes, mais se serait repliée sur le Québec, lieu où la réalité majoritaire francophone serait dorénavant confrontée aux revendications pluralistes. Le « souverainisme officiel » serait devenu projet imprécis alors que les sérieuses déconvenues du Bloc québécois auraient fait du parti une « machine politique ordinaire » institutionnalisée. Pour Bock-Côté, ces déconfitures ouvrent inévitablement la voie à une reconsidération du conservatisme identitaire ; une panacée au malaise existentiel actuel.

Constatant néanmoins une certaine droite conservatrice néolibérale et identitaire qui progresse dans l'espace public, rien n'empêche Bock-Côté de la poser en victime. En effet, on aurait depuis la Révolution procédé à une « criminalisation du conservatisme ». C'est en détaillant l'origine de cette entrave, qu'il sera possible de considérer de nouveau cette « sensibilité conservatrice » qui ne demande qu'à être articulée politiquement.

Depuis plusieurs décennies, notre nationalisme se serait déployé « moins à partir des exigences du nationalisme historique que du progressisme technocratique » accablant pour longtemps la société québécoise d'un lourd patrimoine social-démocrate. La Révolution tranquille, en perdant un peu son lustre, aurait cédé la place à « la version locale des *radical sixties*, de mai 1968 », une génération qui s'engagea à lutter contre le racisme, l'homophobie et le sexisme (p. 129). L'idéologie souverainiste qui découle de ces influences occidentales aurait donc progressivement « confondu l'émancipation sociale avec l'émancipation nationale » ! Ce « détournement », causé entre autres par l'infiltration de la contre-culture, l'influence du socialisme et les « excès » technocratiques conjugués au processus de bureaucratisation, serait manifestement parvenu à sacrifier l'identité historique nationale. Sans vergogne, Bock-Côté impute à la génération ascendante des soixante-huitards la lourdeur étatique provoquée entre autres par la diversité des politiques publiques. Plus d'une fois, l'auteur néologise à la manière de Philippe Muray des phénomènes pourtant réputés complexes. Ainsi, il contestera par exemple une « sociale-technocratie » du Québec, s'insurgera contre l'État « social-thérapeutique » des années 1990. On aura droit également au « progressisme hégémonique », dont la manifestation voisine à un pâle succédané du régime soviétique reste tout aussi déroutante. L'essai s'avère émaillé de propos à l'emporte-pièce laminant l'importance d'une rigueur scientifique visiblement accessoire.

Bock-Côté envisage donc de préciser le rôle salvateur du conservatisme comme seul capable de transmettre de nouveau la nature historique de l'identité québécoise. Cette nature, c'est celle du Canada français dont

L'Union nationale se serait faite la « dépositaire active d'une mémoire de la continuité québécoise ». Malheureusement, sous le rythme effréné de la Révolution tranquille, notre culture québécoise, nous dit-il, aurait pris « forme dans la négation fondamentale de ce qui lui aurait permis de se perpétuer » (p. 65). Il ira jusqu'à déclarer que la mort précoce de Daniel Johnson priva le nationalisme conservateur d'une « synthèse centre droit » qui annonçait un gaullisme à la québécoise !

Animé d'un sentiment d'urgence, Bock-Côté invite alors à un « conservatisme de sens commun » déterminé à rompre avec le « consensus progressiste » (p. 46). Consensus, nous dit-il, qui se serait positionné en contradiction avec la continuité de l'expérience historique québécoise et de son héritage national (p. 148). L'engagement est clair : « il ne s'agit donc pas d'assurer la défense de la langue française ou de la laïcité, mais bien d'associer cette défense avec certains contenus hérités de la vieille identité canadienne-française ». Il n'est donc plus permis d'altérer l'identité par la mythique « Grande noirceur ». Pour ce faire, le conservatisme aurait pour tâche de réconcilier la partie acceptable de l'héritage de la Révolution ainsi que celle du vieux Canada français.

Enfin, Bock-Côté déplore la désoccidentalisation de l'identité québécoise (p. 65). On notera au fil de la lecture une durable proximité avec la pensée conservatrice française, notamment celle d'Alain Finkielkraut. Or il appert que curieusement, pas une seule personnalité intellectuelle ou populaire née du Canada français n'est reprise ni valorisée. On en vient à questionner le principe d'héritage dont l'auteur fait l'incessante apologie. Le réinvestissement de notre passé ne se réduirait-il qu'à l'œuvre de Lionel Groulx et aux travaux de l'école historique de Montréal ?

La question de l'héritage pose en effet problème. Résumée à l'essentiel, elle implique que le Québec devrait revendiquer ses acquis identitaires canadiens-français pour qu'ils (re)deviennent la mesure référentielle et consensuelle de son identité moderne. Or jamais le texte ne laisse voir clairement de quel héritage il s'agit. En introduction, Bock-Côté se contente d'affirmer que « c'est la question du Canada français et de son héritage qui se pose à nouveau, et plus encore celle du catholicisme qui resurgit comme problème politique et culturel » (p. 25). Disposé ainsi, il paraît dangereux d'accueillir sans concession un héritage au nom d'un passé et d'une tradition approximatifs. L'héritage ne doit pas s'énoncer en tant que catégorie abstraite. Il ne suffit pas de le réclamer sans en détailler la nature. L'héritage récent pas plus que l'héritage lointain ne peuvent en revanche se laisser réduire au catholicisme. Ce qui reste irréductible, c'est qu'à partir de 1960, le contenu religieux québécois ne fut pas éliminé ni travesti, mais traduit par un langage séculier. Une réappropriation de la tradition et de l'héritage se fera inmanquablement sous l'examen des institutions sécularisées.

Pour mettre en évidence les effets pervers de la Révolution tranquille, Bock-Côté attribue trop d'intentions à certains acteurs. C'est le cas de *Cité libre* dont on sait que l'influence sur les esprits et le déroulement des événements demeure surfaite (L. Dion, 1977). La revue, en voulant libérer la société d'un « bagage de tradition » et en critiquant vertement le duplessisme, aurait mit en procès « toute la culture québécoise [...] toute l'expérience historique du Canada français se retrouvait ainsi disqualifiée » (p. 58). C'est dire que la culture québécoise se réduirait à ce que les citélibristes avaient combattu : le cléricisme et le nationalisme conservateur. En raisonnant dans le général, l'auteur se trouve à gonfler l'importance de certains terrains de l'histoire échouant à ramener cette dernière à ses justes proportions.

Circonscrite au régime de Duplessis, la « Grande noirceur » aurait contenu toute la nature du Canada français. Bock-Côté affirme à plus forte raison que « l'identité moderne québécoise » serait fondée sur ce récit, c'est-à-dire sur la négation de l'identité véritable. S'appesantir sur cette période du Canada français soi-disant souillée d'une affabulation obscurantiste donne à penser que l'auteur s'affaire à réactiver l'héritage conservateur uniquement, et ce au nom même de l'héritage tout entier. Pourtant, la périodisation du Canada français unanimement partagée débutant à partir de la moitié du XIX^e siècle n'est pas celle d'un conservatisme séculaire. En escamotant la dimension cruciale de toute la trajectoire canadienne puis canadienne-française pour mieux réfléchir les heures duplessistes, les doléances de Bock-Côté s'apparentent plutôt à un plaidoyer en faveur du conservatisme et non en faveur de l'histoire.

Les formules percutantes, parfois assassines et sans nuance ne permettent en rien d'adhérer non pas à la réflexion qu'amorce Bock-Côté, mais au projet qu'elle soutient. L'usage permanent de catégories abscones qui méritent d'être explicitées – « continuité historique », « condition québécoise », « conscience historique » – suggère une lecture sommaire du développement de l'identité québécoise. Malgré tout, il faudra bien lui concéder ceci : son ouvrage contribue à détailler correctement la mutation profonde du mouvement souverainiste depuis plus de cinquante ans, exigeant une réflexion sur sa fragilité. Enfin, si Bock-Côté parvient à cibler des aspects du désordre et de la détresse de notre époque, il paraît hasardeux de supposer que ces maux se résolvent dans le conservatisme seul.